



Westminster & City News

NUMÉRO 2

Du 11 au 17 janvier 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Environ un tiers des collèges publics britanniques étaient en déficit en 2017-18 – Les institutions déficitaires seraient quatre fois plus nombreuses qu'en 2014 avec un solde budgétaire de -233 M£ (-500 000 £ par collège en moyenne). Dans une [étude](#) parue vendredi dernier, l'*Education Policy Institute* (EPI) associe ces chiffres à la politique d'austérité amorcée par le gouvernement en 2010. En effet, le total des dépenses par étudiant [a baissé](#) de 8 % entre 2009-10 et 2017-18 en novembre dernier. Une des solutions proposées par l'EPI concerne la redistribution d'une partie du surplus des collèges excédentaires (1,8 Md£) vers les déficitaires. L'étude montre que les écoles financées directement par l'administration centrale ont moins tendance à être déficitaires que celles dépendant des autorités locales. Les institutions appartenant à des grands groupes d'établissements ont tendance à rencontrer moins de difficultés financières que celles gérées individuellement ou appartenant à des petits groupes.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

L'inflation se contracte à 2,1 % en décembre – Avec une baisse de 0,2pp par rapport à novembre, l'indice des prix à la consommation évolue conformément au consensus des prévisions. Cette baisse reflète surtout la chute des prix du pétrole (de 8,9 % à 3,4 % pour l'essence à moteur). Les composantes énergétiques de l'inflation devraient être contenues en 2019 du fait de l'introduction d'un plafond des prix énergétiques par l'OFGEM à partir de janvier. Toutefois, cette baisse masque une augmentation de l'inflation sous-jacente à 1,9 % (+0,1pp). Cette dernière fut surtout tirée par l'inflation sous-jacente des services (hors éducation, loyers et composantes volatiles du transport) et d'autres effets temporaires. Ces chiffres indiquent une baisse de l'inflation bien plus rapide qu'anticipée par le Comité de politique monétaire (MPC) qui estimait en novembre que l'inflation n'atteindrait pas 2,1 % avant le T4 2019. Si l'évolution de sa politique reste conditionnée au Brexit, la perspective d'une hausse de l'inflation domestique dès fin 2019 pourrait amener le MPC à remonter le taux directeur dans les prochains mois.



Graphique : Pantheon Macro

Le marché de l'immobilier poursuit sa détérioration sous l'effet des incertitudes du Brexit – D'après l'enquête sur le marché résidentiel de RICS, le prix des habitations connaîtrait sa baisse la plus rapide depuis juillet 2012. Les enquêteurs placent le Brexit comme la principale cause de dégradation et anticipent une poursuite du ralentissement au même rythme au cours des trois prochains mois. Ainsi, la mesure officielle du prix des habitations devrait poursuivre son ralentissement jusqu'à atteindre une dynamique négative au cours de l'année 2020.

BREXIT

Le Brexit aurait déjà coûté plus d'1 Md£ aux 10 plus grandes banques d'investissement britanniques – Selon des chiffres révélés par *Financial News*, Goldman Sachs, JPMorgan et Morgan Stanley auraient dépensé en moyenne 100 M£ chacune pour préparer la sortie du RU de l'UE. Les plus petites structures auraient également investi « des dizaines de millions de livres ». Les coûts engendrés proviennent des honoraires de consultants, des changements apportés aux systèmes technologiques, des frais juridiques, de l'acquisition de nouveaux locaux ou de leur expansion, de l'embauche ou de la création d'équipes à Londres ou du déménagement des employés. Les cadres de la City s'inquiètent du volume de ces dépenses, certes indispensables mais fortement préjudiciables dans un contexte où aucune solution claire sur la forme définitive du Brexit ne se dessine. Selon le responsable des services financiers Brexit de Deloitte, les coûts pourraient encore augmenter après la sortie du RU.

La City refuse l'option d'un nouveau référendum et s'inquiète du rejet de l'accord par le Parlement – L'assemblée délibérante de la Cité de Londres a rejeté la motion appelant à un nouveau référendum présentée par Mark Boleat, ancien président du comité des politiques et des ressources. Discutée au sein du *Court of Common Council* (principal organe décisionnel) et avant le vote au Parlement, elle n'a reçu le soutien que de 30 membres sur 91. C. McGuinness, présidente du comité des politiques et des ressources, a considéré qu'il n'était pas du devoir de la City de prendre position sans mandat au risque de nuire à sa crédibilité. Par ailleurs, la City a unanimement exprimé ses regrets suite au rejet de l'accord de retrait. Tous les représentants disent se préparer au scénario du *no-deal* et craignent le défaut de clarification. M. Celic, président de *TheCityUK* s'inquiète des risques pour la stabilité financière, C. Cummings de l'*Investment Association* insiste pour que les entreprises poursuivent leurs préparatifs et C. McGuinness en appelle à nouveau aux autorités européennes pour mettre en place des mesures transitoires.

BANQUES ET MARCHÉS FINANCIERS

L'augmentation des frais de découvert envisagée par Lloyds est critiquée – La Travailleuse Rachel Reeves, présidente de la Commission des Affaires économiques des Communes (BEIS) appelle Lloyds à revoir de manière urgente sa nouvelle politique en matière de frais de découvert non autorisés. Alors qu'une [consultation](#) de la FCA est en cours sur l'opportunité de revoir les pratiques bancaires en ce domaine, en faveur de plus de transparence et de plus d'équité, Lloyds a décidé de ne pas suspendre l'entrée en vigueur de sa politique d'augmentation des frais pour découverts non autorisés (1£ par jour par tranche de 6£ de découvert à concurrence de 1 250 £, contre 1£ par tranche de 7£ aujourd'hui). Pour R. Reeves, bien que ces frais soient légaux, ils vont à l'encontre de l'esprit de la réforme envisagée par la FCA et auront un impact important sur les clients en difficulté. Lloyds indique que sa nouvelle politique a été décidée avant le lancement de la consultation de la FCA.

Le volume d'activité globale des services financiers a légèrement baissé au dernier trimestre 2018 – L'[enquête](#) trimestrielle CBI/PwC menée auprès de 84 entreprises révèle que les secteurs des banques, sociétés de crédit immobilier et prêteurs spécialisés sont les plus concernés par une stagnation ou une baisse de leur activité, alors que les assureurs s'inscrivent dans un contexte d'expansion continue. Néanmoins, les entreprises du secteur financier devraient pouvoir poursuivre leurs objectifs d'investissements au 1^{er} trimestre 2019. La première préoccupation du secteur est l'incertitude macroéconomique pour 2019, suivie de la conformité réglementaire et de la préparation à l'impact de Brexit. Sur l'environnement réglementaire, les banques, les courtiers d'assurance et les sociétés de financement y voient le principal obstacle à l'expansion des activités en 2019, du fait d'une incapacité à suivre le rythme des innovations technologiques (documents dématérialisés, plateformes communes, applications).

La FCA ouvre une enquête sur la protection des lanceurs d'alerte chez RBC Capital Markets – Selon [Financial News](#), cette décision intervient alors que plusieurs anciens employés de la banque d'investissement canadienne prétendent avoir été licenciés pour avoir fait part de leurs préoccupations concernant la politique de conformité de RBC sur la protection des lanceurs d'alerte. La FCA avait déjà enquêté sur cet établissement durant l'été 2018 dans le cadre d'un exercice exploratoire (« *fact-finding exercise* »). L'année dernière, la FCA avait été vivement critiquée pour avoir autorisé le PDG de Barclays J. Staley à conserver son poste, en dépit de sa condamnation pour avoir violé le règlement interne de sa banque en tentant d'identifier un lanceur d'alerte au sein de son établissement. J. Staley s'est vu infliger une amende de plus de 640 000 £.

La Banque d'Angleterre lance un examen de l'impact de la dette des étudiants sur la stabilité financière – À l'occasion d'une [audition](#) parlementaire auprès du *Treasury Committee* de la Chambre des Communes, M. Carney a déclaré que la BoE avait amorcé une étude sur la façon dont l'endettement des étudiants pourrait influencer la capacité des diplômés à s'acquitter d'autres dettes. La BoE comptabilise la dette étudiante comme un impôt conditionné à un certain niveau de revenu, dans la mesure où les diplômés ne sont tenus de rembourser leur emprunt que lorsqu'ils gagnent plus que le seuil 21 000 £ par an (qui passera à 25 000 £ en avril prochain). Après une formation de trois ans, un étudiant est endetté en moyenne de 50 000 £.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia et Louis Martin.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 17 janvier 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance sur 12 mois (T3 2018)	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel		0,6%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,5%	1,7%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	1,3%	2,6%
	Consommation	1,8%	2,6%
	Dépenses publiques	0,1%	0,5%
	Exportations (B&S)	0,9%	3,1%
	Importations (B&S)	0,6%	3,3%
Approche par la production	Secteur manufacturier	2,2%	1,1%
	Secteur de la construction	1,4%	4,5%
	Secteur des services	1,6%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,4%	0,4%
	Ventes au détail	2,2%	3,3%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,1%	4,6%
Taux d'emploi		75,5%	74,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,2	32,1
Productivité horaire**	Croissance sur 12 mois	0,0%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance sur 12 mois	2,6%	2,4%
Salaires réels	Croissance sur 12 mois	0,2%	0,9%
Revenu disponible par habitant	Croissance sur 12 mois	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,6%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,2%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2018 (% du PIB sur 12 mois)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,2%	-1,3%
Balance des biens		-6,5%	-6,5%
Balance des services		5,3%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,12	1,19
	GBP/USD	1,30	1,35

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.